

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

# Le quotidien du peuple

lundi 10

mardi 11

NOVEMBRE

1975

N° 31

1,50 F

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

**AIR FRANCE réclame  
un milliard aux sections  
CGT et CFDT**

## le droit de greve menacé

C'est une attaque extrêmement grave qui est portée contre les travailleurs d'Air France : la direction poursuit les organisations syndicales, leur réclamant un milliard d'anciens francs de dommages et intérêts pour « le préjudice moral et matériel » subi par la compagnie à cause de la grève.

Cette manœuvre s'inscrit dans le prolongement des actions en justice menées contre les syndicats de Renault-Le Mans par la direction de la Régie pour « obtenir réparation » des pertes de production dues à la grève des cadences du printemps. C'est trente millions qui sont réclamés aux syndicats.

La bourgeoisie veut frapper. Elle n'entend pas laisser se développer les luttes en cours.

Pour faire avaler aux travailleurs les licenciements, la baisse du pouvoir d'achat, les mauvaises conditions de travail, la classe capitaliste développe, depuis des mois, une intense campagne d'intoxication sur le thème : « ce n'est pas le moment de revendiquer, mais celui de se serrer les coudes ». Pendant ce temps, le chômage s'étend, les prix montent en flèche, les cadences augmentent... Cette contradiction entre le discours de la bourgeoisie et ce qu'ils vivent tous les jours, les travailleurs la ressentent profondément. Les discours sécurisants « au coin du feu » entrecoupés d'appel à la collaboration ont fait leur temps. La classe ouvrière, un moment en interrogation sur la possibilité de lutter malgré la crise, engage le combat, rejointe par des couches de plus en plus large d'employés. Cela, la bourgeoisie ne peut le tolérer. Elle développe donc l'autre versant de sa politique : la répression. Sauvage et brutale contre les occupations ou contre les manifestations de travailleurs (4 blessés à Air France). Sournoise également, par les attaques contre les militants syndicaux et les ouvriers combattifs, il faut, pour la bourgeoisie, intimider les travailleurs, les empêcher de remettre ses plans en cause.

Pour justifier son attaque et faire diversion, la direction d'Air France avance que la grève est « politique ». Elle cite à l'appui des communiqués de soutien du PCF lus en Assemblée Générale. Ne nous y trompons pas ! C'est un objectif bien plus profond que vise la bourgeoisie : au-delà des divergences classiques, des querelles habituelles entre partis de droites et partis de gauche sur la question des moyens de gérer les affaires de la classe capitaliste, ce qui est visé dans cette affaire, c'est l'organisation des travailleurs pour la lutte, la possibilité pour la classe ouvrière de s'engager dans la voie d'un large mouvement d'ensemble. C'est la remise en cause du droit de grève, liberté démocratique chèrement acquise par les travailleurs. Ce droit, la classe ouvrière ne permettra pas qu'il soit remis en cause ; d'une part, en se mobilisant pour soutenir ceux d'Air France, d'autre part, en étendant la lutte, en avançant vers un grand mouvement d'ensemble.

Gérard PRIVAT.

portugal **RADIO-RENAISSANCE**

## ils veulent faire taire la voix des travailleurs

De notre correspondant.

Vendredi à 5 h., deux camions Berliet contenant 60 paras et deux voitures avec des techniciens en explosifs appartenant à la police pénètrent à Radio Renaissance. Peu après, vers 5 h. 30, une violente explosion se produit et transforme l'émetteur en un tas de ferrailles tordues. A 8 h. du matin, une réunion du Conseil de la révolution revendique la responsabilité de cet attentat : « les installations de Radio Renaissance ont été abusivement occupées par une manifestation et depuis cette date, les émissions portent atteinte à la tranquillité et à l'ordre publics ».

( voir p.8 )



sahara **COMPROMIS HASSAN  
JUAN CARLOS**  
occidental

Dimanche soir, dans un discours prononcé à 19 h. 30, le roi Hassan II du Maroc indiquait : « nous avons décidé de faire rentrer les volontaires à Tarfaya (en territoire marocain), car la marche verte nous a déjà apporté plus que ce que nous en attendions ». Ainsi, au terme de plusieurs jours de comédie, la « marche » de Hassan II apparaît pour ce qu'elle a toujours été : au contraire d'une lutte pour la libération contre le colonialisme, une manipulation sordide des masses en vue de réaliser un compromis avec l'Espagne, et de raffermir un trône réactionnaire. Cependant, il faudra encore compter avec la résistance du peuple sahraoui, et avec la déception des masses marocaines, qui ne manqueront pas de découvrir comment elles ont été odieusement trompées.

voir nos informations en p. 8

le  
peuple  
sahraoui  
bafoué

## 11 NOVEMBRE Giscard veut faire oublier la victoire antifasciste de 1945

Les commémorations du 11 novembre nous rappelleront une décision de Giscard : sous prétexte de construire une Europe unie et pacifique, l'anniversaire du 8 mai 1945, l'armistice d'une « guerre fratricide pour l'Europe » est supprimé. Mais quelle hypocrisie ! Parce qu'il doit être confondu avec celui du 11 novembre qui, lui, ne doit pas disparaître !

Or, cette date est précisément la commémoration chauvine d'une guerre que les bourgeoisies impérialistes se sont livrées entre elles pour conquérir la première place en Europe et dans le monde. Continuer à commémorer, comme depuis

près de 60 ans, le 11 novembre, c'est pour la bourgeoisie entretenir, aujourd'hui encore, dans notre peuple, le chauvinisme et le mythe d'un « intérêt national » commun entre exploités et exploités.

Malgré la volonté de Giscard, le souvenir du 8 mai 45 ne pourra être réduit à la commémoration d'une guerre entre bourgeoisies impérialistes. Le 8 mai, ce n'est pas seulement la défaite de l'Allemagne, c'est la défaite du nazisme. C'est l'anniversaire d'une lutte victorieuse d'un peuple en armes, de la Résistance contre l'occupant nazi et les collabos français.

Si Giscard veut, par cette décision, s'attirer le soutien à sa politique de l'extrême-droite, nostalgique de la collaboration et du fascisme et élargir sa majorité « libérale », du même coup, il s'attire la réprobation et l'hostilité de notre peuple pour cette politique.

Si Giscard veut améliorer ses relations avec l'Allemagne, en s'alignant sur l'attitude de la bourgeoisie allemande qui, depuis 30 ans, veut faire « oublier », faire le silence sur cette période de l'histoire, il bafoue ainsi tous ceux qui, en Allemagne même, se sont battus et sont tombés dans la lutte contre le nazisme.

suite p. 6

# dans notre courrier

## L'EDIFICE CAPITALISTE QUI CRAQUE DE TOUTES PARTS...

«Ce qui me frappe en ce moment c'est de rencontrer des gens qui face au vieil édifice capitaliste français qui craque de toutes parts (justice, police, armée, école, économie surtout, sport où nous sommes en plein effondrement, partout des lacerations profondes apparaissent), des gens qui comprennent qu'il faut faire quelque chose, et qui sont décidés à agir, mais pour faire quoi ? Personne ne le leur dit.»...

un lecteur de Besançon

Le Quotidien du Peuple c'est justement le moyen de mobiliser toute cette énergie révolutionnaire.

## CHANGER LES RAPPORTS ENTRE JOURNALISTES ET LECTEURS...

Ce qui semble le plus positif dans le Quotidien du Peuple c'est qu'il propose de changer les rapports avec les lecteurs en leur demandant une participation effective à son élaboration.

C'est un fait nouveau dans la presse. En effet, jusqu'ici, même à l'extrême gauche, un canard c'était exclusivement l'affaire de journalistes.

Je considère la position du Quotidien du Peuple comme une démythification du journalisme.

Ce journal tendant à une audience populaire et de masse, il est juste qu'il bannisse le culte

**Le quotidien du peuple**

AU COEUR DES LUTTES POPULAIRES  
UN JOURNAL  
FAIT PAR CEUX QUI LUTTENT  
POUR CEUX QUI LUTTENT  
UN DEBAT PERMANENT  
POUR LA VERITE



du journaliste, et par là même l'individualisme. C'est une façon de rappeler que toute action révolutionnaire est collective et ne saurait donc en aucun cas être le fait d'une minorité, d'une «élite».

Cependant, et malgré des améliorations évidentes beaucoup de choses restent à faire ou à revoir.

Dans l'ensemble les articles doivent être concis, précis, imagés, car on lit peu, sinon pas du tout, les articles qui n'en finissent pas. Les articles de fond ont donc tout intérêt à paraître en plusieurs épisodes pour éviter toute lecture rébarbative. Choisissez attentivement les titres qui sont généralement trop mornes, «neutres», sans attrait. Un titre ce n'est pas forcément une constatation. Il doit refléter le ton de l'article (indignation, humour...). En tout cas, il doit être une prise de position nette.

Un lecteur de Bordeaux

## DEVENEZ CORRESPONDANT DU JOURNAL.

Envoyez chaque jour vos critiques, vos suggestions, vos propositions d'articles au :  
QUOTIDIEN DU PEUPLE  
en téléphonant au :  
208 65 61 PARIS  
de 8h30 à 13h.

**Le Quotidien  
du Peuple ne  
paraîtra pas le  
11 novembre.**

Le Quotidien du Peuple  
(publication du PCR (ml))  
Adresse postale  
BP 225 75 924  
Paris cedex 19

CCP n° 23 132 48 F Paris

Directeur de publication :  
Y. CHEVET  
imprimé par L.M.F.  
Diffusé par les NMPP

POUR UNE PARUTION  
6 JOURS SUR 7  
POUR UN 12 PAGES QUOTIDIEN

# RASSEMBLONS LES 15 MILLIONS TOUT DE SUITE

De Bordeaux.

D'une manière générale, le journal manque d'humour; la présentation est trop austère, triste même. Dans le cadre du 12 pages, aérez donc le Quotidien ! Faites des dessins !

De Chevilly Larue.

J'espère que le 12 pages va permettre de passer des photos plus grandes. Il est à noter qu'une plus grande épaisseur du titre du journal en première page ainsi qu'une grande photo, le plus souvent possible, rendraient le journal plus «accrocheur». L'épaisseur des titres devrait également un peu plus s'étoffer. Je pense aussi qu'il serait bon de mettre un sommaire des principaux articles du journal, cela permettrait à l'acheteur qui rencontre pour la première fois le quotidien en kiosque, de se faire une idée sur son contenu; cela serait utile pour les camarades.

Dans le but du 12 pages et afin que le Quotidien du Peuple compte au maximum sur ses propres forces, il serait intéressant de constituer un réseau de correspondants photographes ou dessinateurs auxquels le journal pourrait faire appel selon l'actualité.

Afin que la prise en main du journal soit plus efficace à ce niveau, il serait bon que le (ou les) camarade responsable des photos et dessins fasse paraître un encadré où il explique de quelle manière les photographes amateurs ou dessinateurs peuvent le mieux collaborer (envoyer les négatifs ? Envoyer des photos tirées ? De quel format ? Envoyer des croquis sur quel papier, de quel format ?)

Ci-joint 10 francs pour la souscription.

Salutations révolutionnaires.

## je souscris

10 F     50 F     100 F    \_\_\_ F

Nom .....  
Profession .....  
Adresse .....

Envoyez au Quotidien du Peuple  
BP 225 75924 - Paris Cedex 19  
CCP 23 132 48 F Paris

# GAGNONS LA BATAILLE DE LA DIFFUSION

Le bilan d'un mois de diffusion du Quotidien du Peuple permet déjà de déceler des anomalies, des «erreurs» dans la distribution.

Nous ne comptons pas sur la bourgeoisie pour nous aider à assurer, dans les meilleures conditions, la diffusion du journal. Il est temps aujourd'hui de rappeler l'importance d'un contrôle incessant de la distribution. Dans trop de kiosques encore le journal est épuisé à 10 heures du matin, tandis que dans d'autres, les invendus restent nombreux. Trop souvent encore la ventilation des journaux, au niveau d'une ville, n'est pas suffisamment contrôlée, le plan de répartition pas régulièrement mis à jour.

Les négligences en ce domaine peuvent créer un climat de «manque de confiance» chez les kiosquiers vis-à-vis du journal. Elles peuvent alimenter la campagne malveillante engagée par ailleurs pour tenter de les décourager de diffuser le Quotidien du Peuple. Nous savons qu'il ne tient qu'à la bourgeoisie de donner plus d'ampleur à cette campagne pour tenter de nous étouffer.

Qu'est-ce que tout cela veut dire ? Cela veut dire

qu'un journal révolutionnaire ne peut pas se développer tranquillement et sans difficultés dans un pays capitaliste. Cela, nous le savions, les lecteurs le savaient. Vous êtes nombreux à nous faire parvenir vos témoignages sur la façon dont se diffuse le Quotidien du Peuple parmi les travailleurs, sur la façon dont il circule dans les entreprises, étendant chaque jour son audience. Continuez à nous envoyer ces témoignages. Nous les publierons jour après jour. Ils sont précieux parce qu'ils nous montrent la possibilité pour un journal révolutionnaire, parce qu'il répond de plus en plus profondément aux aspirations des masses, de vivre et de se développer et de connaître une large diffusion.

## DES CAMARADES PAYSANS NOUS ECRIVENT AUJOURD'HUI :

«...Il y avait 40 paysans-travailleurs de la Drôme à l'occupation de la ferme des Cévennes à Saint-Etienne Vallée Française. Aussi, nous pensons montrer le Quotidien du Peuple à l'occasion de l'article paru, dans le courrier, pour montrer ce qu'est véritablement le Quotidien que nous construisons....»

S. et E. St Sorlin

## FRONT ROUGE

N°1 - NOUVELLE SÉRIE

organe central du  
Parti Communiste  
Révolutionnaire  
( marxiste-léniniste )  
vient de paraître

LE NUMÉRO : 5 F

Au sommaire :

- L'analyse de la crise par le P.C.F. : une vision bourgeoise de l'économie.
- La vie du Parti.
- La lutte contre les influences révisionnistes dans le Parti.
- La situation de la jeunesse : acquis et perspectives de l'UCJR.
- Le Parti Communiste Chinois : un Parti forgé par la lutte de classe.
- Espagne : les soubresauts du franquisme.
- Le Moyen Orient après l'accord égypto-israélien.

Passez votre commande :  
FRONT ROUGE - BP 161

75864 PARIS CEDEX 18 - CCP 31 191 14 La Source

# 15-16 NOVEMBRE journées d'action contre le chômage

Le 15 et 16 novembre notre Parti appelle à des journées de mobilisation contre le chômage, ces journées doivent marquer une première étape dans la campagne que nous avons engagé. Développer une lutte résolue, offensive qui puisse amener la bourgeoisie à des reculs est devenue aujourd'hui une question clé pour les millions de travailleurs de notre pays.

Depuis l'entrée en scène de la bourgeoisie contre la classe ouvrière s'est considérablement développée : dès septembre les fermetures d'usines et les licenciements se sont multipliés et dans de très nombreuses entreprises la riposte des travailleurs ne s'est pas fait attendre : grèves avec occupation, manifestations de rues se sont déroulées dans de très nombreuses villes. En octobre on comptait déjà plus de 50 usines en luttant, la plupart avec occupation. Dans le même temps où Giscard annonçait son plan de relance, la bourgeoisie assurait officiellement que le chiffre d'un million de chômeurs était dépassé ; en fait aujourd'hui on peut évaluer à plus d'1 500 000 le nombre de chômeurs totaux : autant qu'en 1933.

Mais le phénomène nouveau auquel on a assisté depuis septembre c'est le développement du chômage partiel. D'abord employé avant juillet massivement dans la sidérurgie il a été appliqué ensuite à une série d'autres branches si bien qu'aujourd'hui 300 000 travailleurs sont touchés chaque mois par le chômage partiel et voient leur salaire amputé de 200 à 400 F. La bourgeoisie a clairement expliqué les buts qu'elle se fixait en développant le chômage partiel : empêcher les « conséquences politiques » des licenciements massifs, en d'autres termes tenter par ce moyen de briser les luttes. En bonne logique capitaliste les patrons de la sidérurgie prévoyaient 30 000 licenciements pour l'ensemble de la branche, l'Etat a alors signé une convention avec les patrons : réductions d'horaires prise en charge à 90 % par l'Etat capitaliste. Les conventions sont aujourd'hui étendues à d'autres branches et alors que certaines entreprises comme Motobécane par exemple, annonçaient en septembre des licenciements importants, le chômage partiel est largement développé dans ces usines. Enfin le développement du chômage permet dans le même temps de faire pression sur les salaires, de les réduire considérablement (chômage partiel) et de développer une intensification du travail ; les ouvriers soumis au chômage partiel aujourd'hui se voient imposer des cadences accrues.

C'est donc une attaque sans précédent qui est aujourd'hui lancée contre la classe ouvrière. Deux mois après le fameux « plan de relance » de Giscard annoncé à grands renforts de publicité, les travailleurs peuvent faire les comptes. Aujourd'hui, le gouvernement en est réduit à tenter de justifier cette situation avec une campagne sur la « qualité de la vie », la « nouvelle croissance » : moins de salaires mais plus de temps

de libre et la possibilité de se former : la fragilité de tels arguments est évidente. La situation imposée aux travailleurs exige une réponse énergique et rapide : la bourgeoisie compte sur un repli des travailleurs pour développer son offensive anti-ouvrière, ne pas lutter c'est tomber dans le piège qu'on tend : c'est permettre à la bourgeoisie de ne pas payer les 90 % de salaire promis aux ouvriers licenciés, de multiplier les licenciements et le chômage partiel, de développer l'intensification du travail et d'imposer des salaires de misère ; ne pas lutter aujourd'hui c'est se trouver désarmés demain face à des attaques encore plus importantes. C'est pourquoi notre parti appelle à ces journées de mobilisation contre le chômage.

Mais le chômage n'est pas seulement un des moyens mis en oeuvre par la bourgeoisie pour faire payer la crise aux travailleurs, c'est aussi une arme privilégiée pour faire pression contre les luttes. Les patrons ont toujours présenté le chômage comme un mal « mystérieux » une sorte de fatalité économique. Aujourd'hui le chômage est partie prenante du chantage à la crise : « engager la lutte c'est risquer du jour au lendemain de se retrouver sans emploi... plutôt des heures chômées que des ouvriers licenciés » c'est de tels arguments que la bourgeoisie voudrait répandre chez les travailleurs pour les empêcher de lutter. Moyen de chantage, le chômage est aussi un moyen de division. Toutes les mesures démagogiques du gouvernement Giscard vont précisément dans ce sens ; que ce soit les 90 %, la formation professionnelle, l'abaissement de l'âge de la retraite, il s'agit à chaque fois d'isoler les travailleurs actifs des chômeurs, de développer l'individualisme, de briser le front de lutte de tous les travailleurs. Le chômage partiel constitue un élément important dans cet éventail de moyens mis en place. Les patrons présentent le chômage partiel comme une sorte de « cadeau » face aux milliers de licenciements, les ouvriers qui le subissent auraient ainsi plus de « chances » face à leurs camarades licenciés. A l'intérieur d'une même entreprise, certains secteurs peuvent tourner à plein rendement, d'autres non ; la lutte commune est ainsi rendue plus difficile.

Mener la bataille contre le chômage, c'est donc combattre le chantage à la crise développé par la bourgeoisie et c'est aussi forger dans la lutte l'unité indispensable pour vaincre. Les journées d'action auxquelles notre Parti appelle devront précisément montrer qu'aujourd'hui cette volonté de lutte se manifeste largement, que les luttes contre le chômage commencent à se mener non plus de manière isolées et dispersées mais à un niveau d'ensemble et que l'offensive généralisée auxquelles les travailleurs aspirent aujourd'hui se construit.

Loïc LEGARREC.

LIP, Usinor, SMN, Jeager, PTT, SNCF, Bourgogne Electronique... des centaines de travailleurs interviewés par les reporters du Quotidien du Peuple ont pu ainsi déjà donner leur point de vue sur la crise aujourd'hui ? Après trois semaines de débat, il devient nécessaire de faire le point : Quelle crise vivons-nous aujourd'hui ? Comment lutter ? Comment préparer le mouvement d'ensemble auquel aspirent les travailleurs ? Que faut-il attendre d'un tel mouvement ? La perspective de la révolution et ses moyens ?... Nous appuyant sur les éléments avancés dans le débat, le Quotidien du Peuple tentera de répondre à ces questions à partir du prochain numéro.

Aujourd'hui, pour commencer à répondre à « comment lutter ? », nous présentons les propositions du PCR pour les journées d'action sur le chômage des 15 et 16 novembre. Après, sur deux numéros, nous présenterons les premières conclusions : « Quelle crise vivons-nous aujourd'hui ? ».

## comment lutter contre le chômage

Engager la lutte contre le chômage implique tout d'abord que soient combattus pied à pied les arguments que reprend la bourgeoisie. Celle-ci est responsable de l'organisation massive du chômage ; « la bourgeoisie veut faire payer la crise aux travailleurs » avons-nous dit, mais à ce stade rien n'est joué, tout dépend précisément du rapport de force, de la résistance populaire contre les mesures anti-ouvrières du gouvernement Giscard et c'est parce qu'aujourd'hui les capitalistes ont conscience de leurs difficultés à imposer aux masses la surexploitation et la misère qu'ils renforcent considérablement leur appareil policier. C'est tout un plan concerté de que la bourgeoisie met en place pour briser les luttes ; chantage à la crise, mesures démagogiques d'un côté, renforcement de la répression de l'autre. L'unité de ces deux volets de la politique gouvernementale s'explique précisément par la peur qu'éprouve aujourd'hui la classe capitaliste face à la révolte des masses.

aussi que soient combattues les idées développées à l'intérieur même de la classe ouvrière par ceux qui prétendent la représenter. Une bonne partie des mesures du programme commun sur l'emploi sont appliquées aujourd'hui par Giscard et tout le monde peut aujourd'hui en mesurer l'efficacité. Quant au PCF, il mène campagne pour son « plan de relance de la consommation ». Alors que la question posée aujourd'hui pour faire reculer la bourgeoisie est celle d'une lutte d'ensemble, le PCF propose un plan. Une telle démarche vise précisément à se servir des luttes populaires comme force d'appoint à un projet étranger aux travailleurs : celui d'aménager le capitalisme au profit du PCF. En s'alliant avec les ingénieurs, hauts fonctionnaires, cadres, les notables du PCF espèrent ainsi devenir les nouveaux patrons des usines nationalisées et continuer sous de nouvelles formes l'exploitation que les travailleurs subissent chaque jour ; c'est tout un plan d'aménagement, de meilleur

C'est autour de telles idées que doit aujourd'hui se forger l'unité des travailleurs pour une lutte résolue et efficace contre le chômage. Ces thèmes seront développés par notre Parti tout au long de la campagne contre le chômage et nous y reviendrons cette semaine dans les colonnes du Quotidien du Peuple.

CONSTRUIRE L'UNITÉ  
POPULAIRE...  
DEVELOPPER LES COMITÉS DE  
LUTTE CONTRE LE CHÔMAGE

Une telle campagne rend possible une série d'actions concrètes, un certain nombre de victoires même partielles contre le chômage. Les travailleurs exigent aujourd'hui plus que des arguments et des paroles. Pour vaincre il faut d'abord briser l'isolement dans lequel bourgeoisie et révisionnistes maintiennent les chômeurs. C'est sur cette division que compte précisément la bourgeoisie pour imposer ses plans anti-populaires et révisionnistes et réformistes en proposant aux chômeurs une forme d'organisation (comités de chômeurs) qui maintient cette division ne peuvent mener les luttes des chômeurs que dans une impasse. Au contraire c'est une large unité populaire autour de la classe ouvrière qu'il s'agit de développer : travailleurs actifs et chômeurs, français et immigrés, jeunes et vieux, ouvriers et paysans... doivent s'unir pour vaincre. Il faut rassembler toutes les volontés de lutte, toutes les énergies existantes encore dispersées aujourd'hui pour forger une force capable d'imposer des reculs à la bourgeoisie. Le développement des comités de lutte contre le chômage correspond précisément à cette nécessité. Et c'est dans la lutte que se forgera cette unité : opposition aux saisies et aux expulsions sur les quartiers, manifestations avec les chômeurs aux portes des usines pour réclamer l'embauche, soutien et popularisation des usines en grèves, actions avec les paysans... Ce sont de telles actions qui vont se multiplier pour les journées de mobilisation des 15 et 16 novembre. C'est ainsi qu'en développant des rapports de force sur des points particuliers, en remportant une série de victoires même limitées les travailleurs construiront l'offensive ouvrière contre le chômage.

Les lecteurs du Quotidien du Peuple et tous les travailleurs doivent prendre place dans cette bataille. Notre Parti les appelle à développer partout des comités de lutte contre le chômage et à participer aux journées de mobilisation les 15 et 16 novembre.

Unis, nous vaincrons !

## les travailleurs et la crise



METTRE À PROFIT LA FAIBLESSE  
DE LA BOURGEOISIE

Les appels à la collaboration de classe s'appuient sur les difficultés économiques du capitalisme ; nous devons précisément retourner cet argument : la bourgeoisie a des difficultés aujourd'hui à réaliser ses profits, elle est en position de faiblesse et craint plus que jamais le développement des luttes, une telle situation est favorable pour faire aboutir nos revendications, les travailleurs peuvent mettre à profit cette situation pour passer résolument à l'offensive.

DEJOUER LES MANŒUVRES  
DES RÉFORMISTES ET DES FAUX  
COMMUNISTES

Mais lutter d'une manière conséquente contre le chômage suppose

leur gestion du capitalisme que le PCF voudrait que les travailleurs soutiennent. Dans la pratique cela aboutit tout en développant un langage dur à tenter de maintenir le mouvement des masses dans des limites compatibles avec un tel projet. Il est clair qu'aujourd'hui le PCF n'a pas intérêt à voir se développer une offensive généralisée des travailleurs dans la mesure où il n'est pas sûr de pouvoir la maintenir dans les limites qu'il lui fixe, d'où ces initiatives répétées de formes d'action par branches, qui tout en maintenant l'apparence d'une réponse à la volonté de lutte d'ensemble vise en fait à la contenir. Mais sur ce point également révisionnistes et réformistes ne sont pas maîtres du jeu, les travailleurs peuvent se servir de ces formes d'action comme d'un tremplin pour développer leurs revendications

**politique**

**LA PERPLEXITÉ DE MARCHAIS**

Les avances de Giscard n'ont pas laissé Mitterrand insensible, malgré ses liens officiels avec le PCF. En déclarant que « si la gauche l'emporte aux élections législatives de 78, elle doit exiger de gouverner afin d'appliquer le programme commun avec le président de la République en place », Mitterrand, s'il n'envisage pas pour l'immediat de changer d'alliés, se garde cette possibilité après les législatives, en fonction de leurs résultats !

Ces déclarations ont laissé Marchais perplexe comme il le dit lui-même. On le comprend ! Car quel choix lui restera-t-il quand Mitterrand acceptera d'être premier ministre de Giscard ? Participer au gouvernement ? C'est achever de se déconsidérer aux yeux d'une grande partie de ses électeurs. Quitter l'union de la gauche ? C'est reconnaître la faillite totale de la politique mise en avant par le PCF. Nul doute que ces problèmes seront au centre du 22<sup>e</sup> congrès. Encore une fois, la crédibilité de l'union de la gauche comme alternative au gouvernement actuel en prend un coup.

**FOURCADE : UNE BASSE MANŒUVRE DE DIVISION**

Au moment où elle craint l'unité qui se construit entre les employés et les ouvriers, la bourgeoisie recourt à la vieille tactique de « diviser pour régner ». C'est la raison de la dernière déclaration de Fourcade : « nous payons insuffisamment les vrais travailleurs manuels, a-t-il dit, et nous donnons des fortunes à des tertiaires qui sont des parasites, il faut cesser de surpayer le travail de bureau ». Cette soudaine préoccupation pour les vrais ouvriers n'a qu'un but : les opposer aux employés et faire croire que ces derniers sont des parasites. Mais les ficelles sont trop grosses pour tromper les uns et les autres. Ils savent que les vrais parasites, aux salaires énormes, sont tous ces ministres, généraux et PDG, tous ces serviteurs des patrons.

C'est d'ailleurs contre tous les salaires que Fourcade menace : « il faut obtenir des ménages une contribution plus forte au financement des charges sociales » a-t-il ajouté.

**BESANÇON : LA « GAUCHE » UNANIME POUR DÉFENDRE L'ARMÉE BOURGEOISE**

La semaine dernière aura vu se multiplier les prises de position hostiles à l'action des soldats du 19<sup>e</sup> génie de Besançon qui, créant un syndicat d'appelés, réclament outre l'amélioration de leur situation matérielle, la liberté de réunion et d'expression à l'intérieur des casernes.

A un Bourges et un Bigeard, ont fait écho les déclarations des partis de gauche, des dirigeants de la CGT, puis de la CFDT qui ont finalement désavoué les responsables cédétistes locaux de Besançon.

Le PCF et le PS accusent clairement les appelés du 19<sup>e</sup> génie de vouloir « démolir l'armée ». Ils se déclarent pourtant décidés à défendre les « droits démocratiques » du soldat mais qu'entendent-ils par là ? Le PCF écrit dans son journal « l'Humanité » que les soldes trop faibles, les casernements trop vétustes, les brimades encore « trop courantes » nuisent au moral des soldats. « Si l'arme la plus précieuse c'est encore le moral de ses troupes, alors il est juste de dire que M. Bourges désarme le pays » lit-on dans l'Huma du 6 novembre 75.

Selon la gauche, les appelés doivent donc revendiquer des avantages matériels pour... redonner le moral à l'armée. Et revendiquer comment : PCF, PS, dirigeants nationaux de la CGT et de la CFDT s'accordent pour dire qu'il faut créer des commissions où les représentants des appelés seraient associés, avec l'autorité militaire, aux décisions les concernant. Sur tout, nous dit-on, « ne dévoyez pas vers l'encadrement un mécontentement dont seul le gouvernement est responsable ».

Ce qui est clair, c'est qu'au-delà de la prise de position sur le syndicat de soldats, il s'agit pour ces partis, à la fois de s'opposer à toute mobilisation de masse des appelés, les problèmes devant être « résolus » en commissions, et de condamner à l'avance

ce toute contestation de la fonction de l'armée bourgeoise, armée préparée à la guerre civile contre les travailleurs et aux interventions contre les peuples encore sous domination de l'impérialisme français.

Mais, les partis de gauche cherchent à justifier leur position en nous tenant le raisonnement suivant : Si vous contestez l'autorité militaire, si vous contestez l'armée dans ses fondements actuels, vous affaiblissez la défense nationale. Autrement dit, les travailleurs devraient s'en remettre à la bourgeoisie française pour décider de la sécurité et de l'avenir du pays. En réalité, il ne saurait être question de faire face aux menaces d'agression étrangère qui trouvent aujourd'hui leur source dans la volonté d'hégémonie des deux superpuissances, sans la mobilisation consciente de notre peuple, sans la lutte pour le socialisme.

Or, c'est à cela que les partis de gauche s'opposent lorsqu'ils veulent limiter le mouvement des soldats à la revendication de quelques améliorations immédiates, tout en les maintenant dans la passivité face à l'autorité militaire. Ces partis s'opposent en fait à tout débat et toute mobilisation des soldats sur la question : contre quel ennemi le peuple devra se défendre ?

Quant au PCF, il joue un rôle particulier pour faire obstacle à la participation des travailleurs à une véritable défense nationale : lui qui se pose en partisan de premier ordre de l'indépendance du pays, il s'efforce de camoufler la menace d'agression du social-impérialisme, fort intéressé pour intervenir dans les affaires de l'Europe occidentale.

Contre l'armée de guerre civile, pour une réelle indépendance nationale, opposons-nous à toute tentative de récupération du mouvement des appelés par les réformistes et les révisionnistes.

Jean-Paul GAY



La vraie Résistance, celle du peuple travailleur

5<sup>e</sup> anniversaire de la mort de de Gaulle

**une politique bourgeoise périmée**

On voudrait bien créer, à l'occasion de l'anniversaire de sa mort, le 9 novembre 1970, une unanimité autour de de Gaulle.

Mais le mythe de Gaulle, que la bourgeoisie veut faire passer à la faveur du temps éculé, est bien loin de la réalité de la politique qu'il a menée, si on la regarde du point de vue de la classe ouvrière.

**UN ENNEMI DU PEUPLE**

C'est en effet, pour nous, la mémoire d'un ennemi du peuple qu'on célèbre aujourd'hui. De celui, qui, par deux fois, en 1944, et en 1958, eut la charge de maintenir la bourgeoisie au pouvoir dans ces moments difficiles pour elle. Il s'appuya sur la trahison du PCF à la Libération pour rétablir le pouvoir de la bourgeoisie qui, depuis 1940 s'était vautrée dans le pétainisme et la collaboration. A partir de 1958, pour mener sa politique antipopulaire, anti-ouvrière, il se servit de son passé dans la Résistance : la mythification de son rôle en juin 40, en fit un « grand rassemblement national », l'artisan de la politique de collaboration de classe d'alors : fondée, à la fois sur « les bienfaits de la société de consommation » et sur un « grand dessein national ». En 1968, contre le « chaos », la « chienlit », il réprimait, par l'intermédiaire de Pompidou, il interdisait les organisations révolutionnaires ; il organisait des élections pour noyer son recul de Grenelle, arraché par les luttes ouvrières.

UNE POLITIQUE IMPÉRIALISTE De Gaulle, c'est aussi cependant,

une politique impérialiste aujourd'hui révolue. La bourgeoisie française n'avait, à l'époque, pas à affronter deux éléments qui caractérisent aujourd'hui la situation mondiale : la constitution du Tiers-Monde en force politique d'une part, et les pressions grandissantes des deux superpuissances de l'autre. De Gaulle put alors mener une politique offensive de défense des intérêts de l'impérialisme français, principalement contre l'hégémonie US. En 1967, la sortie de l'OTAN et l'affirmation du développement indépendant de la force nucléaire française. En 1966, le voyage à Moscou. Témoin aussi la position prise lors de la guerre des six jours, en 1965.

Mais, en aucun cas, cette politique ne visait à la libération des peuples, il s'agissait, bien au contraire, pour l'impérialisme français, de faire pièce à l'hégémonie US et de s'assurer des marchés, des zones d'influence. C'est pourquoi le peuple algérien dut mener une longue lutte de libération avant de faire plier de Gaulle et sa classe. C'est la raison des interventions au Gabon, au Tchad, etc... C'est la raison des dizaines de morts, en août 66, à Djibouti, lors du passage de de Gaulle.

De Gaulle ne peut donc, en aucun cas, faire l'unanimité dans notre peuple ; si son passage à la tête de l'Etat a servi, bien malgré lui, la lutte contre l'impérialisme US, c'est son caractère d'ennemi du peuple, de représentant du capital que nous retiendrons principalement.

Paul LEFORT

**VIN DE BORDEAUX :**

**le capitalisme tue à l'usine et empoisonne à table**

Si tu achètes une «bonne» bouteille de blanc et qu'elle sente le soufre, tu repères l'étiquette pour ne pas te faire prendre une seconde fois...

Les marchands de vin le savent. Aussi quand un vin n'est pas assez charpenté et qu'il a besoin de béquilles pour voyager, la tentation est forte, pour les négociants, de le «soigner», non avec de l'anhydride sulfureux qui donne un goût désagréable mais avec du nitrate de sodium qui «stabilise» bien le vin sans laisser de traces décelables au palais. Ce nitrate de sodium est donc bon pour le commerce mais il est mauvais pour la santé : c'est un poison...

Mais qu'importe la santé quand commande la loi du marché et des bénéfices les plus larges possible ! Ce qui compte avant tout ce sont les bilans de fin d'année. Le capital qui assassine dans les usines et sur les chantiers ne va pas, tout à coup, s'encombrer de scrupules humanitaires pour les boissons ou autres produits alimentaires.

Là, comme partout, il suffit que règne la complicité du silence, que ses crimes soient camouflés ou étouffés.

Parfois, cependant, le scandale éclate. C'est ce qui vient de se passer à Bordeaux.

Pourquoi, une nouvelle fois, Bor-

deaux ? Alors que les remous causés par une précédente affaire étaient en train de s'estomper...

Pourquoi Bordeaux au moment même où à Paris démarre, à grand renfort de publicité, une semaine de l'Aquitaine à la maison de la radio ? Et une semaine ouverte par un important débat sur la vente des crus girondins ! Au moment où le salon international de la radio se tient à Bordeaux. Au moment où l'aménagement de la côte Aquitaine revient sur le devant de la scène : des dizaines de milliers de lits pour vacanciers, des kilomètres de béton en perspective...

Veut-on, en haut-lieu giscardien, faire expier jusqu'au bout à la bourgeoisie des Chartrons, à ceux qu'on appelle «l'aristocratie du bouchon», la faute d'avoir mis Chaband-Delmas sur orbite politique et de ne pas l'avoir assez nettement lâché quand il fallait ? S'agit-il d'un règlement de compte entre tenants de la «nouvelle société» et partisans de la «société libérale avancée» ? Poniatowski a, ses derniers mois, multiplié ses voyages dans le bordelais : Chaban n'est pas le seul à s'occuper de la région aquitaine ! Les contradictions d'intérêts s'équilibrent-elles à ce point au sein de cette formidable foire d'empoigne que constituent 300 km de côte et leur arrière pays à «aménager» ?... Les loups parfois se déchirent entre eux et le spectacle serait fort plaisant si d'autres n'en faisaient les frais.

Nous ne pensons pas, en disant cela, à Mr Bertrand Du Vivier de Fay-Solignac, PDG des établissements de Luze, principale maison mise en cause : plusieurs propriétés en Médoc, un magnifique chateau, un des plus beaux équipage de France pour la grande chasse au chevreuil... Ce monsieur se tirera certainement d'affaire !

Nous pensons, parmi les 26 000 déclarants de récoltes et les 15 000 viticulteurs girondins, à ceux qui, au prix de leur peine, produisent du vin. Si la pourriture capitaliste empoisonne le fruit de leur travail et qu'une mévente s'en suive, c'est eux qui payent le plus cruellement la note.

Le dernier scandale des vins de Bordeaux risque aussi de tourner en opération publicitaire pour Giscard : « Braves français buvez tranquilles votre incorruptible président est là pour veiller à la qualité de votre breuvage. » La qualité... La qualité... On n'en a jamais tant parlé ! Il y a de quoi ! Et on en parlera encore beaucoup, tant que la loi sauvage de la recherche du maximum de profit régentera la production. Il faut qu'un mur de mots cache l'inquiétante réalité. Cette réalité, la dernière affaire des vins de Bordeaux nous la dévoile : le capitalisme qui tue dans les usines empoisonne aussi nos tables.

J.C. D.

**en bref**

**LE RALLYE AUTOMOBILE DE CORSE REMIS EN CAUSE PAR LES CORSES**

Les pilotes de ce traditionnel rallye ont dû abandonner leur course : des arbres ont été disposés sur leur trajet par des Corses en colère.

Au cours du rallye des Cévennes, des actions du même genre avaient eu lieu. Cette «infraction au code de la route» avait été l'occasion pour la justice de condamner un écrivain occitan à une peine de prison ferme. Ces rallyes sont en fait une utilisation cynique du sous-développement dans lequel le capitalisme plonge ces régions : tout leur intérêt vient du mauvais état de leurs routes.

**UN DÉLÉGUÉ DE CHRYSLER ROUE DE COUPS.**

Robert Legrand, délégué CGT du personnel de l'usine Chrysler de Poissy se rend au travail. Il roule sur la route des bords de Seine. C'est la nuit. Une voiture lui fait des appels de phare. Elle insiste. « Il doit y avoir

quelque chose d'anormal... » Il s'arrête. Quatre individus se jettent sur lui, le rouent de coups, le déshabillent et le couvrent de peinture rouge.

« Dis à tes copains qu'ils subissent le même sort que toi... » La direction de Chrysler est certainement prête à jurer qu'elle n'a rien à voir dans cette affaire : jamais elle n'emploierait des nervis pour effectuer de telles besognes... Refrain connu.

**UN PATRON SE RÉVOLTE**

Un patron de St-Benoît-du-Sault (Indre) est tellement écœuré par la justice française qu'il propose à ses pairs de créer un comité de défense. Il en a ras-le-bol de voir les patrons « brimés, spoliés, diffamés, condamnés presque systématiquement... Des juges Pascal et des juges Charette, il y en a 1000 en France... Lequel d'entre nous n'a pas été traité en justice et généralement condamné au maximum... »

Pauvres patrons ! Continuez, cher Monsieur, à pleurnicher. C'est pas tous les jours que vous nous faites rire...

## luttons ouvrières

## AIR FRANCE " La repression ? c'est parce que la direction est faible ! "

Alors que des négociations devaient s'ouvrir vendredi, les organisations syndicales ont vu la direction refuser toute discussion. La seule décision de la direction, a été d'assigner les organisations syndicales CGT et CFDT au tribunal, de leur réclamer un milliard d'anciens francs.

Les motifs ? Occupation illégale qui perturberait le trafic, préjudice causé à la compagnie, etc... Cette nouvelle attaque contre les grévistes fait suite à la multiplication de la répression ces derniers jours. Mais les travailleurs montrent qu'ils sont de plus en plus conscients du fait que cette tactique n'est qu'une preuve de faiblesse de la direction. « La répression prouve bien que tout ce qu'elle a tenté jusqu'à aujourd'hui a été un échec : c'est son dernier recours ». Qui tout a été un échec pour la direction : que ce soit les appels à collaborer, à défendre « la grande famille que nous sommes », ou les menaces individuelles.

## LES TRAVAILLEURS ONT FAIT L'EXPERIENCE DE « L'EXPANSION »

Mais si les travailleurs aujourd'hui rejettent un à un les obstacles mis en avant par la direction, il faut en rechercher les causes plus loin encore.

« Un déficit, soit... mais est-ce que c'est pour ça que nous devons ne pas lutter ? Quand les affaires marchaient pas mal, la direction, elle ne s'est pas telle-

ment penchée sur nos conditions de travail », disent les travailleurs.

Oui, depuis des années, ils ont été bien placés pour voir que même en période d'expansion, « où ça marchait pas mal » leurs conditions de travail s'aggravaient. En conséquence, les « difficultés », ce n'est pas leur affaire. Leur affaire, ce sont les revendications. « Il y a dix ans, travailler à Air France, c'était considéré comme un privilège ; mais aujourd'hui ? les salaires, pour un gars de l'entretien ? 180 000 à 200 000 F, avec les primes encore... ». « Quand on disait qu'on était à Air France, les gens avaient dans la tête : « Ah vous êtes naviguants ». Tu parles ! ». « Une des leçons essentielles de la grève, c'est que la population a pu voir que nous étions aussi des OS et des OP ».

Le PDG d'Air France vient de démissionner et est remplacé par P. Giraudet, directeur général de la RATP, où « depuis quatre ans, règne le calme social » nous dit le « Nouvel Economiste ». Mais si la bourgeoisie croit pouvoir briser la lutte des travailleurs d'Air France, par ce moyen, elle se trompe ! Les travailleurs de la RATP ont d'ailleurs montré leur conception du « calme social » !

Il n'y a plus d'embauche, depuis longtemps. Mieux : il y a baisse des effectifs. Les départs en retraite ne sont pas remplacés. « Aujourd'hui, il faut travail-



ler le samedi ».

## CETTE SEMAINE : SE DONNER LES MOYENS DE GAGNER

On comprend dès lors l'importance d'une telle lutte. Dès cette semaine, il faut multiplier les moyens de gagner. La première question à débattre est celle des formes de lutte : « Depuis quelques jours, nous sommes en grève de 24 H reconductibles, mais il semble que les débrayages de 4 H soient plus efficaces : On perd moins de salaire et surtout la direction ne peut pas faire de prévisions en fonction d'un temps de grève. Ceci dit, à la régulation, par exemple, c'est mieux, car ça bloque tout ».

Les finances : « C'est bien le problème de toutes les usines en grève, mais nous le résoudrons ». Enfin, d'autres questions se

posent : En ce qui concerne l'entretien des avions, la direction fait changer les réacteurs par les cadres. Mais les stocks diminuent. Autre moyen, celui de faire appel à d'autres compagnies : « Il faut envisager de contacter les syndicats étrangers, mais rien de très sérieux n'a été fait jusqu'ici. On constate une certaine inertie de la part des confédérations syndicales : c'est un peu comme le marché commun, ça ne marche pas beaucoup à ce niveau là ».

Oui, toutes ces questions, il va falloir les résoudre. Ce dont il s'agit aujourd'hui, c'est de briser les obstacles un à un, de se donner les moyens de gagner. La colère des travailleurs, le refus de leur exploitation, leurs quatre semaines de lutte, sont des preuves qu'ils peuvent remporter la victoire.

Richard FEUILLET

## LA POLICE PATRONALE HORS DU PORT !

Débrayage spontané des dockers du port autonome de Marseille hier après-midi, après la découverte d'un agent du FAM ( police parallèle du port bien connue des usagers ) déguisé en ouvrier et déambulant dans le hangar n° 16 avec un paquet de tracts de la CGT. Ne réussissant pas à se faire passer pour un délégué, il fit appel à ses petits copains qui ont immédiatement volé à son secours. Non content d'avoir fiché 28 000 usagers et 11 000 véhicules, ce service de gardiennage se lance dans l'espionnage des travailleurs perfectionnant ainsi son arsenal répressif contre « l'ennemi de l'intérieur » c'est-à-dire les travailleurs combattifs. Les dockers sauront organiser une riposte énergique à cette nouvelle provocation.

## DEBRAYAGE A BLAUPUNKT CAEN

Depuis la grève de juillet, la direction entretient un climat de répression très important ( brimades avertissements, mises à pied ). La semaine dernière des cadres en sont venus à foncer en voiture sur les diffuseurs de la CFDT ; un militant s'est retrouvé sur le capot d'une voiture. Mardi, une ouvrière enceinte a pris une crise de nerf. Sans arrêt, les chefs étaient sur son dos. La colère s'organise en riposte ; une centaine de filles débrayent ! Ce premier mouvement prouve que les ouvrières ne veulent plus supporter d'être traitées comme des chiens !

## DUNLOP A TERGNIER (AISNE) : 4 SEMAINES D'OCCUPATION

Le 10 octobre, les ouvriers de l'atelier « Poids Lourds » de l'usine Dunlop ont déclenché un mouvement de grève. Quelques jours après, ils occupaient leur usine. Ils veulent : des augmentations de salaires, et l'amélioration des conditions de travail, d'hygiène et de sécurité. La direction a licencié deux travailleurs pour avoir occupé l'usine. Les ouvriers exigent que leurs deux camarades soient réintégrés. Les grévistes ont reçu le soutien des usines de Montluçon, Amiens et Le Bourget, qui ont débrayé.

## NORMACEM

## une reprise houleuse

La direction ayant décidé de descendre l'horaire à 37 H 30 par semaine, 500 des 700 ouvriers avaient occupé l'usine. En plus du maintien des 40 H, nous demandions le paiement des jours de grève, une prime de fin d'année de 1 500 F, et l'augmentation de la prime de transport.

C'est la direction de la CGT, majoritaire, qui a pris l'initiative d'appeler à la reprise et d'organiser le vote vendredi matin. Les dirigeants CGT ont déclaré au « Progrès » : « Il convient de permettre au personnel horaire de pouvoir conserver une partie de son salaire en travaillant, tout en continuant l'action à l'intérieur de l'entreprise et sous de nouvelles formes ». D'ailleurs, un responsable CGT disait en réunion avec le patron qu'il était contre l'occupation.

Les travailleurs de la section CFDT et plusieurs syndicats CGT voulaient continuer l'occupation. Pour faire reprendre, les dirigeants CGT ont utilisé les grands moyens : ils ont même fait voter les non-grévistes ! Pour faire pression sur ceux qui voulaient continuer l'occupation, ils ont demandé qu'ils donnent leur nom et leur adresse, et qu'ils s'engagent à rester 24 H sur 24 bouclés dans l'usine ! Sur 400 présents, 147 se sont prononcés pour la reprise, 19 pour l'occupation, tous les autres, écœurés, ont refusé de voter.

Pour essayer d'apaiser le mécon-

tentement», pour faire croire qu'elle est « pour l'action », la direction de la CGT a proposé d'occuper le week-end et de reprendre le lundi à 8 h. La majorité des travailleurs a refusé d'occuper « pour la gloire ». Même refus des débrayages symboliques proposés ensuite.

Voilà, camarades, comment la direction CGT a saboté notre lutte. Mais tous exigeront des comptes

Correspondant LYON

## « ce n'est pas la peine de reprendre ton timbre »

Pendant l'occupation, la direction de la CGT a convoqué une réunion de syndiqués. Un vieux syndiqué, à la CGT depuis 20 ans, a protesté en disant que pendant une grève il ne fallait pas couper les syndiqués des autres travailleurs, et qu'il fallait convoquer tout le monde à cette réunion. Réponse du dirigeant CGT : « tu es un mauvais syndiqué, ce n'est pas la peine de reprendre ton timbre ».

Une preuve de plus de la démocratie que font régner les dirigeants révisionnistes dans la section CGT-Normacem.

## LIÉVIN : « UNE GRÈVE CONTRE LES MINEURS »

Samedi dernier, les ETAM ( employés, techniciens, agents de maîtrise ) du Bassin minier ont fait grève à l'appel de la CGC pour demander des augmentations de salaire et un rattrapage de classifications.

Cette grève des cadres provoque la colère des mineurs comme celle du 6 juin où ils avaient fait une grève de soutien à l'ingénieur Coquidic inculpé par le juge Pascal pour la catastrophe de Liévin.

« Pour nous, explique Raymond de la fosse 7 de Lens, c'est une journée de salaire en moins et des primes qui sautent. Quand les cadres ne sont pas là, nous, on n'a pas le droit de descendre au fond, alors la direction considère qu'on ne travaille pas ce jour-là... C'est un lock out. On est seulement payé en déplacement, c'est-à-dire 20 ou 30 F maximum. En tout, ça nous fait perdre près de 150 F pour le mois ».

Mais, eux, les cadres, quand nous on fait grève, ils travaillent et ils sont payés parce que eux, ils ont le droit de descendre. Ils ne veulent jamais faire grève avec nous. Ils sont toujours du côté de la direction. Ils sont là pour nous faire le rendement et nous coller des amendes ».

Vendredi, sur la fosse 4 et la fosse 7 de Lens, les mineurs étaient décidés à ne pas se laisser faire : « on se mettra en tenue et on descendra sur le carreau. S'ils refusent, ils devront nous payer quand même : c'est pas nous qui aurons refusé de travailler » ( Louis de la fosse 4 ). Dans les cafés autour des fosses, tous expriment leur colère : « ils font grève pour

leurs salaires, ils sont mal payés et nous ? Nos salaires sont les plus bas et on est de plus en plus à la bourre. Ils vont nous faire tous crever ! »

Mais les directions syndicales font tout pour éviter une coupure avec les cadres, sous prétexte que les ouvriers et la maîtrise ont des « intérêts communs ». A la dernière minute, les ETAM CGT, CFTC et FO tentent de rencontrer la CGC qui refuse d'arrêter une position commune. Et pour ne pas s'opposer à la grève de samedi, ils proposent « une heure de grève de solidarité de tout le personnel ». On ne peut mieux faire pour essayer de briser la détermination des mineurs.

Et samedi, à 5 h., lorsque les cars arrivent, les délégués ne font rien pour empêcher les ingénieurs de renvoyer les mineurs chez eux, après les avoir simplement pointés afin de pouvoir toucher le déplacement.

## On licencie à la mairie « socialiste » de Livry-Gargan

Les communaux CFDT de Livry-Gargan ( banlieue parisienne ), dénoncent dans un tract les municipalités soi-disant « socialistes » et « communistes » qui, comme n'importe quel patron, licencient les travailleurs par dizaines : « par exemple, au Centre Culturel, on licencie un agent d'accueil... en lui reprochant « de ne pas assurer ses fonctions dans des conditions satisfaisantes ». ( A une délégation des Communaux CFDT qui demandait les motifs du licenciement, le maire-adjoint répond : « les prétextes, on les trouvera ». ) De plus, la procédure de licenciement n'est pas respectée... La municipalité lui doit, au minimum, 65 jours. Ce n'est pas un fait nouveau, les exemples sont nombreux sur notre département où les municipalités soi-disant « socialistes » ou « communistes » se comportent de la même manière que le patronat : récemment à Montfermeil 7 moniteurs de Centres Aérés ont été licenciés par la mairie.

Pour nous, organisation syndicale, notre but est de défendre les intérêts des travailleurs, quelle que soit la coloration politique des patrons... »

histoire du mouvement ouvrier

# 1914-1918 : 1.315.000 morts en France

## " GUERRE A LA GUERRE IMPERIALISTE "

PAR CAMILLE NOËL

suite de la p. 1

Mais cette politique giscardienne va au-delà. Ce n'est pas une « guerre fratricide pour l'Europe » qu'il veut faire oublier. C'est la mobilisation de notre peuple, qui a pris les armes pour se battre contre le fascisme, contre la bourgeoisie collaboratrice, pour l'indépendance natio-

nale ; mais aussi les nombreux résistants qui sont morts pour que naisse un monde nouveau, pour « des lendemains qui chantent », pour une France débarrassée des exploités.

C'est cette histoire de notre peuple que Giscard veut gommer. Malgré les limites de cette lutte, la déception de nombreux résistants due au maintien de la bourgeoisie au pouvoir.

Si demain notre pays subissait une agression impérialiste, notre peuple assurément prendrait les armes pour sauvegarder son indépendance, mais la lutte n'épargnerait pas à son issue, notre propre bourgeoisie ; elle déboucherait enfin sur la Révolution, sur la destruction de ce système d'exploitation capitaliste fauteur de guerre.

Fabien VAUDOIS

masse prend de l'ampleur en 1918 : pour briser le mouvement, en le frayant dans la voie de la collaboration de classe la bourgeoisie institue des délégués d'ateliers dans les usines d'armement. Le prolétariat répond en élisant massivement les militants les plus connus pour leur opposition à la guerre et leur soutien à la révolution russe. Les grèves se développent dans les industries d'armement. Au Parti Socialiste, en octobre 1918, la majorité revient aux partisans de Longuet, qui prônent une paix de statu quo, et non la révolution.

Cette dernière option est défendue par le « Comité pour la reprise des relations internationales », favorable aux thèses de Lénine. Mais sous l'ampleur du soutien et de l'enthousiasme manifesté par le peuple

français pour la victoire de la Révolution russe, le rejet des chefs de file « socialistes » qui avaient sombré dans le chauvinisme le plus plat, était inéluctable. C'est ce qui se passera avec la scission du Congrès de Tours, où la majorité des délégués se rallient aux thèses de la III<sup>e</sup> Internationale et créent le PCF. S'ouvrent alors les premières tentatives d'édification d'un parti léniniste dans notre pays. Des dizaines de milliers d'ouvriers révolutionnaires se reconnaîtront dans ce parti qui affirme sa volonté de combattre résolument cette bourgeoisie qui a envoyé à la mort 1 315 000 soldats, ouvriers et paysans. La manière dont le PCF ne s'acquittera pas de cette tâche, c'est un autre chapitre de l'histoire du mouvement ouvrier de notre pays.

### AOÛT 1914

La guerre qui éclate n'est pas accidentelle, mais bien voulue : c'est une guerre impérialiste, aboutissement logique de toute la politique des bourgeoisies européennes, soucieuses d'aggraver l'exploitation de la classe ouvrière et d'accroître leurs positions sur le marché mondial, aux dépens de leurs concurrents impérialistes. L'assassinat, le 28 juin 1914, de l'archiduc héritier d'Autriche à Sarajevo, servira de prétexte aux appétits impérialistes des puissances européennes d'alors : l'Allemagne, l'impérialisme le plus agressif, en passe de détrôner l'Angleterre dans la voie du développement capitaliste, veut redistribuer à son profit les empires coloniaux et la domination des mers, tout en ayant la haute-main sur l'Europe centrale et du Sud-Est. L'Angleterre et la Russie, qui se heurtent à l'Allemagne, veulent définitivement la neutraliser ; enfin la France, criant à la récupération de l'Alsace-Lorraine, vise le bassin houiller de la Sarre.

Tout a été fait pour préparer les peuples d'Europe à un conflit inévitable en développant la propagande chauvine, les bourgeoisies européennes espéraient briser la solidarité internationale du prolétariat et affaiblir le mouvement ouvrier dans chaque pays.

### LES MUTINERIES

● 17 Avril, Auberive : une vingtaine de soldats abandonnent leur poste au moment de monter à l'assaut.

● 20 avril : 200 soldats se dispersent au moment de remonter en ligne.

● Fin mai, début juin : le nombre de refus collectifs, le nombre de soldats révoltés augmentent. Parmi les mouvements les plus importants :

\* Villers en Tardenois et Chambrécourt : pendant trois jours, 2 000 soldats manifestent Drapeau Rouge en tête, en chantant l'Internationale : « On tire sur les femmes en grève à Paris ! ». Menace de mort contre le général Bulot « assassin buveur de sang ! ».

\* Mouvements dans 130 gares : « A bas la guerre ! ». « Vive la Révolution ! ». « Vive la paix ! ».

\* Beuvards, 2 juin : 150 soldats se soulèvent, acclamant la Révolution russe, tirent sur les maisons des officiers qui habitent à Beuvards et les poursuivent.

\* 26, 27 juin à la 85<sup>e</sup> DI : marche sur Soissons, attaques d'officiers et de convois militaires.

### LA RÉPRESSION DE PÉTAINE

● 629 condamnations à mort, ● 75 exécutions, ● 2 873 condamnations dont 1881 à des peines de prison supérieures à 5 ans.

### LA FAILLITE DU PARTI SOCIALISTE

Face aux menaces de guerre et à la vague de chauvinisme bourgeois, le prolétariat français n'a cessé de développer son combat contre la guerre et le militarisme : en 1913, c'est la grande campagne d'agitation contre le service militaire de trois ans. De plus, le prolétariat popularise les décisions du Congrès de l'Internationale socialiste, de Stuttgart (1907), prises sur propositions de Lénine : « Si une guerre menace d'éclater, c'est un devoir pour la classe ouvrière dans les pays concernés, de faire tous ses efforts pour empêcher la guerre par tous les moyens qui lui paraîtront les mieux appropriés. Au cas où la guerre éclaterait, c'est son devoir de s'entremettre pour la faire cesser promptement et d'utiliser de toutes ses forces la crise économique et politique créée par la guerre pour agiter les couches populaires les plus profondes et précipiter la chute de la domination capitaliste. »

En fait, faute d'un parti révolutionnaire, le prolétariat français sera désarmé au moment crucial. Depuis 1905, Jaurès et Guesde ont unifié leurs deux partis, sans pour autant répondre réellement aux exigences de la lutte révolutionnaire d'alors. La subordination des luttes populaires au travail parlementaire caractérise le Parti socialiste. La conscience révolutionnaire du prolétariat ne peut être élevée par un parti dont les déclarations de principe cachent mal une politique de collaboration de classe. La direction de la CGT, de son côté, méprise elle aussi le travail de propagande et d'organisation des masses, de sorte qu'en août 1914, l'opportunisme du PS et de la CGT apparaissent clairement avec le soutien à « l'union sacrée » de la bourgeoisie impérialiste.

### LE PROLÉTARIAT DANS LA GUERRE

La juste lutte contre la guerre avait été montrée en Russie par les bolcheviks : il fallait à tout prix transformer la guerre impérialiste en guerre contre l'impérialisme et la bourgeoisie. Cette thèse ne trouvera que très lentement des échos favorables dans le prolétariat français, livré à lui-même par la trahison des opportunistes.

Avec la militarisation du travail, les salaires de misère, l'exploitation renforcée des ouvriers, mais aussi des femmes et des enfants, les premières réactions contre la guerre viennent de la Fédération des Métaux : elles expriment, dès l'automne 1914, les protestations encore confuses et pacifistes des ouvriers conscients de la boucherie impérialiste. La Fédération sera présente aux deux conférences internationales de Zimmerwald et de Kienthal, réunies en Suisse, grâce aux efforts de Lénine pour regrouper les militants ouvriers hostiles à

la guerre. A Zimmerwald (septembre 1915), Lénine propose d'appeler le prolétariat de chaque pays belligérant à la lutte révolutionnaire. Les délégués français se prononcent contre Lénine et se reconnaissent dans la majorité pacifiste, qui réclame « une paix sans annexion ni indemnité sur la base du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ». Lénine, toutefois considère le manifeste issu du Congrès comme un « pas en avant vers la lutte effective contre l'opportunisme, vers la rupture et la scission avec lui ». Malgré la censure, la Fédération des Métaux diffuse le manifeste, mais se refuse à rompre avec les socialistes-chauvins ; elle prône la paix, alors que Lénine, en février 1916, dans « Sur les tâches de l'opposition en France », appelle à développer l'action dans les usines et aux armées, y compris clandestinement, et à « transformer l'Internationale sur la base du principe de la lutte des classes et de la lutte contre l'impérialisme ».

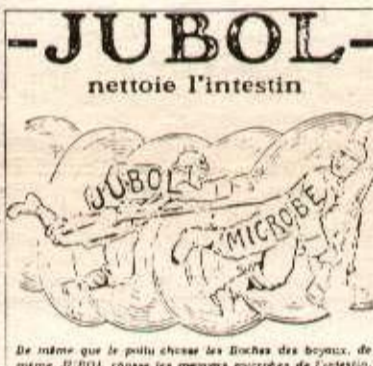
A Kienthal, les thèses de Lénine rencontrent un plus large écho. Le manifeste, publié en avril 1916, dénonce l'alliance des dirigeants socialistes chauvins avec la bourgeoisie, exige un armistice immédiat, et condamne les visées impérialistes. Elle invite tous les socialistes à refuser la participation aux gouvernements impérialistes et à ne pas voter les crédits de guerre. Dans le même temps, la poursuite de la guerre se heurte à la résistance du prolétariat : en 1916, les grèves touchent plus de 40 000 ouvriers. Et le Parti socialiste, en août 1916, se prononce pour la participation ministérielle à une faible majorité. De leur côté, les militants de la Fédération des Métaux se refusent encore à rompre avec les centristes, partisans du retour au statu-quo international de 1914.

### DE 1917 AU 11 NOVEMBRE 1918

1917 est un tournant dans la lutte du prolétariat français contre la guerre. Outre, le renforcement de l'exploitation de la classe ouvrière, sur le front, la propagande pacifiste qui se répand, l'ampleur des pertes et l'écho de la révolution russe de février transforment la résistance en révolte. En mai et juin, 100 000 grévistes entrent dans la lutte, répondant à l'appel du 1<sup>er</sup> mai de la Fédération des Métaux : « Nous saurons s'il le faut nous dresser pour nous unir à nos camarades de Russie et d'Allemagne dans une action internationale contre la guerre de conquête ». Mais la bourgeoisie réprime les mutineries et à l'arrière, avec l'appui des dirigeants de la CGT, divise et freine le mouvement en accordant une prime de vie chère. L'échec du mouvement d'ensemble de protestation contre la guerre révèle l'absence d'une direction révolutionnaire réelle. Toutefois, sous l'influence de la révolution d'octobre, le mouvement de

### LES PROFITEURS DE GUERRE

Tout est bon à prendre pour les profiteurs de guerre : la guerre, la souffrance, la mort.



De même que le petit chèque des Boches des boyaux, de même JUBOL chasse les microbes du intestin.

### LE SÉNÉGALAIS



Le Sénégalais. Il s'élance en montrant les dents, Le Boche fuit comme un fol. Il n'y a plus de dent pour dent, Le Boche ignore le DENTOL. LE DENTOL est un produit français.

A NOËL ET AUX ÉTRENNES pour jouer en famille et dans les tranchées Nouveau Jeu de la Guerre. — 63 illustrations en couleurs. — Amusant, historique, instructif. MODÈLE SPECIAL ENTOILE ET PLIE POUR LES SOLDATS

Dans la perspective d'une guerre qu'elle croyait à coup sûr, victorieuse et de courte durée, la bourgeoisie française avait pratiquement suspendu toute activité économique : mobilisation quasi-générale, arrêt de la production. Rapidement, devant l'évidence d'une guerre longue, il lui faut improviser la remise en marche d'une économie qui doit servir à la guerre : rappeler du front des ouvriers et des cadres, mettre au travail tous ceux qui peuvent l'être, implanter de nouveaux points d'industrie alors que l'est et le nord de la France sont occupés.

C'est à un de ces « socialistes » qui avait activement collaboré à l'Union Sacrée, Albert Thomas, que la bourgeoisie confie cette tâche. Il était au mieux placé pour négocier, avec les syndicats traîtres, tout non retour à une organisation combative des travailleurs.

L'économie de guerre, pour les capitalistes, ce furent des contrats fabuleux : la vente assurée de leur production au prix le plus favorable, qu'elle soit défectueuse ou pas : les obus, par exemple, n'éclataient pas ou trop vite, tuant les servants de batterie. Les Renault, les Michelin, voient leur fortune s'accroître. La dynastie Citroën commence à s'édifier. Le jeune polytechnicien propriétaire d'une petite entreprise de fabrication d'engrenages, installe une magnifique fabrication d'obus quai de Javel. Commerçants, industriels, trafiquants de tout acabit, étaient sans vergogne leur luxe et leur richesse dans la capitale, à Deauville et sur la Côte d'Azur.

L'économie de guerre, pour les familles populaires, c'est l'aggravation rapide de conditions de vie déjà rendues difficiles par le départ des hommes au front. Les femmes sont massivement mobilisées dans les usines d'armement : longues journées de travail, installations industrielles précaires, inconfortables, génératrices d'accidents ; hausse rapide du coût de la vie. A ces femmes, à la minorité d'ouvriers rappelés du front, s'ajoute une main d'œuvre que, pour la première fois la bourgeoisie importe massivement de ses colonies d'Asie et qu'elle exploite féroce. C'est dans ces conditions qu'en 1917, les grèves se multiplient et que se renforce à l'arrière le courant d'opposition à la guerre impérialiste.

## bloc-notes

## 90 % DES CANCERS DÛS AU MILIEU AMBIANT

« 80 à 90 % des cancers sont tributaires directement ou indirectement de facteurs d'environnement c'est-à-dire de milieux, et au moins 90 % de ces facteurs sont de nature chimique. » C'est ce qu'a pu déclarer le Pr. Higginson directeur du Centre International de recherches sur le cancer (dépendant de l'OMS), au cours du congrès sur les risques cancérigènes dans l'environnement la semaine dernière à Lyon.

Ce scientifique, a fondé cette affirmation sur une analyse épidémiologique, c'est-à-dire de la fréquence des cancers selon les différences géographiques, les habitudes alimentaires, l'exposition professionnelle, étude faite aux U.S.A.

Le deuxième élément nouveau dans ce congrès c'est la mise au point du mutatest. Jusqu'ici la détection du pouvoir cancérigène d'un produit se faisait au cours d'expérimentations animales sur la souris, le cobaye...

Certaines substances chimiques ont le pouvoir d'entraîner des mutations (changement de la nature cellulaire) chez des bactéries intestinales (salmonelles). Un essai de substances cancérigènes pour l'animal a été pratiqué sur ces bactéries et s'est révélé mutagène. Les études sur le mutatest ont montré une grande corrélation entre pouvoir mutagène chez la bactérie et pouvoir cancérigène chez la souris.

Il a fallu 10 ans pour que ce test inventé en Allemagne qui s'avère positif dans 85 % des cas soit « vulgarisé ». A tel point que l'Institut Pasteur compte le mettre très prochainement à la disposition des industriels « soucieux » de la santé de leurs ouvriers et des consommateurs. Dans quelle mesure peut-

on leur faire confiance quand on connaît la médecine des mines, l'invasion massive des produits alimentaires par toutes sortes de colorants, conservateurs, additifs, etc... lorsqu'on connaît l'empire que certains se sont taillé dans les matières plastiques (polychlorure de vinyle), bien que la toxicité de ce PVC soit depuis longtemps reconnue et que de nombreux cancers professionnels au PVC aient été dénombrés !

Ces découvertes ne font que confirmer le point de vue couramment répandu dans le peuple selon lequel « le cancer ça doit être la pollution et l'alimentation qui nous le donnent. » Point de vue que les « scientifiques » bourgeois jugeaient simpliste et méprisable. Leur rôle historique a été d'appuyer la thèse selon laquelle le cancer frappe au hasard, touche également toutes les classes, n'est pas aggravé par le capitalisme.

Mais tous les cancers professionnels à l'amiante, au PVC, à l'arsenic (qui provoque des cancers du poumon et du système lymphatique), au trichloréthylène, aux poussières de bois chez les menuisiers (près de la moitié des cancers des fosses nasales sont détectés chez eux)... tombent-ils du ciel ? On le voit c'est à partir des ouvriers, des consommateurs, que se mènera la lutte pour connaître la toxicité des aliments et de tous les facteurs d'agression.

Contre une société qui se moque éperdument de la santé des travailleurs, dans sa course au profit, l'application de ces utiles recherches scientifiques à l'enquête épidémiologique de masse, permettra de faire un grand bond en avant dans la lutte contre le cancer.

docteur Q.d.P.

## CINEMA chobizenesse ( Jean Yanne)

## LE BUSINESS DE YANNE C'EST... LA POLITIQUE

Chobizenesse, le dernier film de Jean Yanne vient de sortir. La première impression que l'on en tire c'est qu'il a voulu ravaier sa façade après les Chinois à Paris commandités par Dassault. Directeur de ballets, metteur en scène de «comédies musicales» le héros de Chobizenesse qu'il interprète est acculé à la faillite. Pour que son théâtre tourne, tout de même, il ne lui reste plus qu'à s'adresser à des magnats du fer, en l'occurrence des fabricants d'armes, qui lui demandent de faire un spectacle rentable, une apologie de leurs produits et notamment de leurs bazookas dernier cri. Parce que « c'est comme ça », pour ne pas licencier son personnel, il s'exécute. Il s'excusera durant toute la durée du film, victime des gauchistes qui envahissent sa salle de spectacle, pour protester contre l'apologie de Yanne du fameux bazooka employé au Vietnam, victime de la société, victime de la « bêtise » des gens qui n'aiment que la pornographie. Il s'exécute jusqu'au moment où révolté, il essaie de faire du vrai « art » avec un pianiste virtuose, et où la société le liquide parce qu'il n'a pas rempli son contrat. 2 compagnies de CRS le criblent de balles. Il est vaincu et meurt.

Bref, la première conclusion que Yanne veut nous faire tirer c'est que finalement, il est bien excusable. Si jusqu'à présent, comme il l'avoue lui-même, il s'est aplati devant la bourgeoisie, ce n'est pas de sa faute, c'est la logique du système qui veut cela. Du même coup en pariant du système, il est amené à en donner une image. Pour lui, c'est le règne de la « stupidité » et de « l'imbécillité ». Le peuple

ne vit que pour l'argent, il n'y a plus de moralité, nous sommes dans une société décadente. Les artistes qui ne font pas du commercial sont voués à l'échec et d'ailleurs il vaudrait mieux les « enfermer ». Voilà tout ce que Yanne arrive à caser dans son film, pêle mêle et de façon grossière. Il invente toute une série de petits scénarios qui lui servent dans son entreprise idéologique. Par exemple, pour symboliser le peuple, il montre la femme du pianiste virtuose avide d'argent, battre son mari comme une hyène et casser son orgue, parce que la « musique ça ne rapporte pas ». Bref, son mépris du peuple va dans la droite ligne de celui qu'il a exprimé dans « les Chinois à Paris », comme dans ses autres films.

Dans la société décadente qu'il décrit, les capitalistes, eux, finalement ne sont que stupides. Yanne dira dans son film aux fabricants d'armes venus lui demander des comptes après que des révolutionnaires aient mis son spectacle par terre en intervenant : « vous êtes stupides, on aurait pu faire ça autrement... » « Faire autrement » avec l'idéologie que Yanne développe on imagine aisément ce que cela veut dire.

Rassemblons tous les morceaux politiques éparpillés dans ses films. Avec un peuple « imbecile », des capitalistes qui s'y prennent très mal, alors que la décadence s'installe partout, avec un régime qui ne fait que l'encourager, que nous faut-il ? Yanne ne fournit pas la réponse, mais les fascistes sont sans doute d'accord avec cette analyse.

Claude VILLARD

## feuilleton

## memoires et aventures d'un proletaire

de Norbert Truquin

## Résumé

Norbert s'installe au Paraguay. Toute la famille défriche le terrain et participe à la culture.

Six mois après, nous avions récolté un peu de haricots, du manioc et du maïs.

On se demandera peut-être comment nous avons fait pour vivre en attendant. En arrivant à l'indépendencia, nous possédions 250 francs sur lesquels il nous fallait verser 150 francs pour payer le rancho. Avec les 100 francs qui nous restaient, nous achetâmes un peu de riz, de sel, de savon et aussi du manioc que nous faisons cuire en robe de chambre comme des pommes de terre.

Les voisins nous apportaient de temps en temps du poisson : tel était notre ordinaire.

Lorsque les épis commencèrent à se montrer sur les tiges de maïs, on ne trouvait plus de manioc à acheter ; nous faisons alors cuire dans l'eau ces épis à peine formés et c'est de ce maïs vert que se composaient nos trois repas. Avec cette alimentation primitive, ma femme, mon fils et moi travaillions depuis le lever du soleil jusqu'à son coucher, et nous faisons très peu

de sieste. Ma fille qui avait la spécialité de la cuisine, n'était pas, comme on le voit, surchargée de travail ; aussi était-elle fraîche et bien portante, ce qui prouve que le pays est sain.

Au bout de six mois de ce régime peu substantiel, ma femme, mon fils et moi fûmes atteints, tous les trois, de la fièvre le même jour. Ces fièvres sont uniquement dues à l'excès de travail et à l'insuffisance de l'alimentation. Les commerçants qui ne se fatiguent pas et sont bien nourris, se portent à merveille.

Je voulais dompter la maladie, car ce n'était pas le moment d'être malade, mais la fièvre m'abattit en huit jours et tout travail me devint impossible. Je fus obligé de garder le lit à côté de ma femme.

Dans le premier accès qui dure une heure ou deux le fiévreux grelotte et claque des dents ; à cette période de refroidissement succède une transpiration excessive et nauséabonde. En outre, comme les murs de notre rancho ne se composaient que de baliveaux simplement juxtaposés, lorsque la pluie s'accompagnait d'un vent fort, nous étions

inondés par une eau glacée alors que nous étions tout en sueur. Je gagnai ainsi une bronchite aiguë, frappé de deux maladies à la fois.

J'étais secoué par une forte toux qui, à chaque quinte, m'ébranlait le cerveau où je ressentais une vive douleur ; mais malgré tant de vicissitudes, nous n'avions pas perdu courage. Je plaisantais ma femme, lui disant qu'elle était devenue vieille et laide et que j'allais en chercher une plus jeune. Elle m'engageait à le faire sans plus tarder, mais comme il m'était impossible de me tenir sur les jambes, elle reprenait : « En voilà un drôle d'amoureux ! Mais dépêche-toi donc ! »

Puis on se remettait à trembler et à faire des grimaces, et on riait mutuellement de ces contorsions.

Il y avait déjà deux mois que la fièvre nous avait abattus tous les trois ; nos ressources étaient épuisées. Je dépêchai mon fils, qui avait mieux résisté que nous, en raison de sa jeunesse, à un commerçant de Villa Encarnacion pour solliciter un peu de crédit ; lui promettant de vendre nos boeufs pour le rembourser aussi-

tôt que nous serions rétablis. A ce moment se trouvait, chez ce commerçant, un de nos compatriotes qui l'engagea à nous venir visiter le surlendemain. Ils vinrent ensemble et notre compatriote s'offrit de répondre vis-à-vis du négociant pour tout ce dont nous aurions besoin.

Nous acceptâmes car nous étions dans une grande nécessité. Il me demanda ce que j'étais venu faire dans le pays. Je lui dis que nous étions venus pour exploiter les produits du bois d'orangers. Mais comment, reprit-il, pouviez-vous travailler sans appareils et sans outils ? — Je m'étais entendu, lui répondis-je, avec un pharmacien français de l'Assomption qui devait m'envoyer les appareils de distillation nécessaires en échange de produits que nous lui céderions aux prix courants ; nos lettres sont toujours restées sans réponses.

Notre compatriote connaissait un alambic à vendre ; il s'offrit de nous l'acheter, disant que nous le paierions quand nous pourrions ; il nous fit encore d'autres avances, en outils et denrées, s'élevant ensemble à environ 700 francs.

(A suivre)

## télévision

## programme

## LUNDI 10 NOVEMBRE

TF 1  
18 h 15 - A LA BONNE HEURE  
18 h 55 - POUR LES JEUNES  
19 h 40 - UNE MINUTE POUR LES FEMMES  
19 h 45 - LE RENARD A L'ANNEAU D'OR - Feuilleton  
20 h 30 - LA CAMERA DU LUNDI «LES GLADIATEURS» de D. Daves (1954)

A 2  
18 h 45 - LE PALMARES DES ENFANTS  
18 h 55 - DES CHIFFRES ET DES LETTRES  
19 h 45 - Y'A UN TRUC  
20 h 30 - LA TÊTE ET LES JAMBES - Jeu  
21 h 45 - «ESQUISSE POUR UN PORTRAIT : ULRICH VON HASEL» - Documentaire

FR 3  
19 h 00 - POUR LES JEUNES  
19 h 40 - TRIBUNE LIBRE  
20 h 00 - EMISSIONS REGIONALES  
20 h 30 - PRESTIGE DU CINEMA  
\* «LE CRÉPUSCULE DES DIEUX» de L. Visconti (1972)

## MARDI 11 NOVEMBRE

TF 1  
19 h 05 - POUR LES PETITS  
19 h 14 - POUR LES JEUNES  
19 h 45 - LE RENARD A L'ANNEAU D'OR - Feuilleton  
20 h 30 - TÉLÉFILM : «LE TRIANGLE DU DIABLE»  
21 h 45 - QUOI DE QUI ? - Jeu  
22 h 35 - PLEINE PAGE - émission littéraire

A 2  
18 h 45 - LE PALMARES DES ENFANTS  
18 h 55 - DES CHIFFRES ET DES LETTRES  
19 h 20 - «NOTRE MONDE, CET INCONNU» - court-métrage  
19 h 45 - Y'A UN TRUC  
20 h 30 - LES DOSSIERS DE L'ÉCRAN : «TROIS DE SAINT-CYR» de J-P Paulin (1938)

FR 3  
19 h 00 - POUR LES JEUNES  
19 h 20 - EN GUYANE FRANÇAISE CHEZ LES INDIENS DE L'OYAPOCK  
19 h 40 - TRIBUNE LIBRE  
20 h 00 - COMMEMORATION DU 11 NOVEMBRE  
20 h 30 - «FORT BRAVO» de J. Sturges (1953)

\*Antenne 2, ces deux jours, s'est plié au désir de Giscard de voir s'amalgamer toutes les guerres. A une évocation de l'anti-nazisme, à 21 H 45 lundi, suivra mardi, un film colonialiste : «Trois de St Cyr», aux dossiers de l'écran. Guerre coloniale, guerre impérialiste, Résistance, tout est mélangé à souhait. C'est Krivine qu'on a invité pour participer au débat qui suivra le film des dossiers de l'écran. La bourgeoisie continue donc à faire de la publicité à ce trotskiste ; il sera là pour donner le change à Y. Bourges sur la question de l'armée aujourd'hui.

Sur FR3, lundi à 20 H 30, un film de Visconti est programmé. Il s'agit du «crépuscule des dieux». Son intérêt réside dans le fait qu'il montre à travers la dégénérescence de Louis II de Bavière celle de l'aristocratie en Europe au XIXème siècle, alors que le pouvoir lui a échappé au profit de la bourgeoisie capitaliste.

**international**

**PORTUGAL Radio-Renaissance : ils ont fait taire la voix des travailleurs !**

( suite de la p. 1 )

Dans l'après-midi, les paras qui avaient «participé» malgré eux au coup de main ( on leur avait soigneusement caché où ils allaient et pour quoi faire ) tiennent une Assemblée Générale avec leur régiment et ils votent la motion suivante :  
 « 1°) Ils dénoncent et condamnent avec force la destruction de Radio Renaissance.  
 2°) Ils disent à l'opinion publi-

que que l'attentat a été exécuté par des éléments étrangers à leur régiment, des civils appartenant à la police.

3°) Que cette action vise fondamentalement la destruction d'un moyen d'information au service des travailleurs.

4°) Ils exigent immédiatement la dissolution de l'A.M.I. » l'organisation dépendant directement du premier ministre composée par

la GNR ( police fasciste ), la police, et diverses forces de l'armée : paras, commandos et fusiliers marins ).

La bourgeoisie portugaise en arrive à utiliser des méthodes terroristes pour faire taire la classe ouvrière. Ces dernières semaines, le gouvernement a tenté de remettre en cause les acquis du mouvement populaire, mais il s'est heurté chaque fois à une riposte ferme :

- fermeture de Radio Renaissance : les travailleurs réoccupent.
- face aux dissolutions de régiments : occupation des casernes, à Porto en particulier.
- face aux jugements bourgeois contre les occupations de maison, jugements populaires.
- face aux attaques des grands agrariens contre les paysans, occupations de nouvelles terres.

Dernièrement, au ministère de la Communication Sociale ( information ), les travailleurs ont occupé avec l'aide du RALIS (régiment rouge) et occupent toujours jusqu'à ce que le secrétaire d'Etat soit suspendu.

A trois jours de l'indépendance de l'Angola, les manœuvres impérialistes se multiplient, en particulier celles des impérialistes US. L'ambassadeur US Carlucci s'est rendu ces derniers jours dans le nord du pays pour discuter avec des personnalités de l'Eglise et certains commandants militaires. Dimanche à Lisbonne, une manifestation du PS et du PPD avec l'appui des colons réfugiés d'Angola, en soutien au 6<sup>e</sup> gouvernement et au FNLA/UNITA doit marquer de nouveaux points pour les USA.

Dimanche 8 novembre à 13 h.

Antoine Jallieu

**SÉNÉGAL : RÉPRESSION**

Au moment où Balanger, à la tête d'une délégation du PCF, va serrer la main à Jean Collin, ministre, «ancien administrateur colonial français» de l'intérieur du Sénégal,

au moment où, pour ne pas être en reste, Mitterrand va serrer la main à Senghor lui-même, que se passe-t-il au Sénégal ?

Les 17 et 18 octobre 1975, s'est tenu à Dakar le procès de 12 patriotes sénégalais accusés d'appartenir à l'organisation révolutionnaire clandestine AND-JEF (unité d'action).

9 des patriotes emprisonnés ont été condamnés à des peines de prison allant de 18 mois de prison ferme, à 6 mois avec sursis.

Au cours du procès, le tribunal est contraint de reconnaître les tortures (ces «contraintes» dont parle l'AFP) dont ont été victimes les patriotes arrêtés : bastonnade, ongles arrachés, pau de arara, électricité, «baignoire». Ceux-ci ont revendiqué leur appartenance à l'«organisation des ouvriers, paysans, intellectuels révolutionnaires de type nouveau AND-JEF». Ils ont assuré leur propre défense politique et par dessus la tête des juges se sont adressés aux masses populaires qui, comme ils l'ont proclamé «situent de plus en plus nettement leurs intérêts et prennent conscience avec beaucoup d'acuité du désastre que constituent 16 ans de règne du néo-colonialisme».

Correspondant

**URSS : MAUVAISE RÉCOLTE**

L'URSS, a reconnu Pelche, membre du Bureau Politique du PCUS, traverse de nouveau une grave crise agricole, et devra certainement de nouveau procéder à d'autres achats massifs de céréales aux USA. La raison serait, selon lui, la lenteur «de la conversion de l'agriculture sur une base industrielle moderne». En fait, le plan de modernisation a été lancé voilà dix ans. Le véritable problème est ailleurs : non pas dans le manque de matériel, mais dans la résistance passive des agriculteurs soviétiques à l'exploitation dont il font l'objet de la part de la bourgeoisie bureaucratique.

Dans le même temps, la presse chinoise annonce de nouveaux succès dans les campagnes chinoises. Là, la paysannerie prenant en main la solution de ses problèmes, on assiste en ce moment à une grande campagne de mobilisation pour «construire des champs à rendement élevé et stable et à l'abri de la sécheresse et des inondations».

**BREJNEV-FORD : DIFFICULTÉS**

Malgré le récent renvoi du secrétaire à la défense des Etats-Unis, partisan du maintien de l'effort d'armement US et opposé à la conclusion des accords sur la «limitation des armements stratégiques», ces discussions soviéto-américaines sont dans l'impasse. On vient d'annoncer que, contrairement à ce qui était prévu, la rencontre Ford-Brejnev, au cours de laquelle cet accord devait être signé, est désormais reportée à l'année prochaine. Ainsi les Etats-Unis cherchent à se donner les mains libres pour reprendre de leur côté la course aux armements, que l'URSS avait accélérée sous le couvert de la «détente». C'est un échec de la politique social-impérialiste.

**LIBAN : LIVRAISON D'ARMES AUX PHALANGES**

Le 6 novembre 1975, une cargaison de plusieurs centaines de tonnes d'armes a été débarquée dans la baie de Jouhieh, à une vingtaine de kilomètres au nord de Beyrouth. Cette cargaison était destinée aux Phalangistes et au Parti National de Chamoun. Karamé, ministre de la Défense, ordonnait à l'armée de s'opposer à ce débarquement, cependant que Chamoun, ministre de l'Intérieur, demandait à l'armée de se retirer. Les armes ont donc été débarquées en toute quiétude. Cette importante livraison de matériel militaire menace directement le cessez-le-feu, établi le 1/11/75, après les graves pertes militaires des Phalangistes. Leur approvisionnement en armes vise à la reprise des combats.

**VIETNAM : L'UNIFICATION, ASPIRATION DU PEUPLE**

L'espoir de tout un peuple est prêt de se réaliser : l'unification des deux vietnams est envisagée pour bientôt, avec notamment, la convocation d'une Assemblée Nationale commune aux deux parties du pays, en vue de la rédaction de la constitution du nouveau Vietnam réuni.



Flic portugais en mai 1974. Aujourd'hui, ils relèvent la tête.

**des travailleurs sahraouis : pour l'unité du maghreb**

Vendredi soir 7 novembre, une délégation de travailleurs immigrés sahraouis regagnant leur pays pour le défendre a répondu à nos questions avant de prendre l'avion.

Maroc. Notre peuple a mis en échec maintes manœuvres qui visaient à la liquidation de notre révolution, comme les accords entre les armées marocaine et espagnole pour liquider les guérilleros.

Quotidien du Peuple : Vous vous rendez dans votre pays pour le défendre. Qu'est-ce qui vous a déterminé à partir ?

Q.d.P. : Les peuples du Maghreb aspirent à l'unité. Croyez-vous que la manœuvre de Hassan II la remet en cause pour longtemps ?

Réponse : Nous voulons montrer la contribution de la masse ouvrière sahraoui au combat de notre peuple.

R. : Naturellement la manœuvre de Hassan II ne vise nullement les intérêts des peuples du Maghreb. Le fait même d'envahir le territoire d'un peuple conduit à fouler aux pieds les aspirations de ce peuple. L'objectif de cette manœuvre ne répond pas aux intérêts du peuple marocain. Il ne remplit que les intérêts du régime en place, poussé par l'impérialisme à s'emparer des richesses du sous-sol du Sahara.

Nous sommes porteurs d'un message de tous les travailleurs immigrés sahraouis en Europe par lequel ils informent leur avant-garde révolutionnaire le Front pour la libération de Saguiaat el Hamra et Rio del Oro (F. Polisario) et leur peuple qu'ils sont prêts à rentrer combattre quand le mot d'ordre leur en sera donné.

Nous concevons une unité des peuples du Maghreb dans l'intérêt des peuples eux-mêmes. Nous nous sommes toujours prononcés pour cette unité.

QdP : Hassan II prétend «libérer un territoire marocain». Est-ce que, avant que l'Espagne parle de se retirer, Hassan II a fait quelque chose contre le colonialisme espagnol ?

Q.d.P. : Quel pays voulez-vous construire ?

R. : (...) Son régime réactionnaire s'est toujours allié au colonialisme espagnol pour contre-carrer toute aspiration du peuple sahraoui à la liberté et à l'indépendance. Une grande répression s'est toujours abattue sur les réfugiés sahraouis au

R. : Notre peuple lutte actuellement pour sa liberté, son autodétermination et son indépendance. Le programme du Front prévoit la création d'un Etat républicain indépendant et non-aligné.

Recueilli par Grégoire CARRAT

**PAYS BASQUE premières touches du maquillage fasciste**

Le vendredi 7 novembre, on apprenait que le conseil des ministres fascistes présidé par Juan Carlos avait mis à l'étude un statut administratif spécial pour les provinces basques de Guipuzcoa et de Biscaye.

Aussitôt, certains commençaient à voir dans cette décision les premiers pas vers l'ouverture et parlaient du rétablissement des «fueros».

De quoi s'agit-il en réalité ? Les fueros sont de très anciennes lois coutumières, existant déjà au temps de l'occupation romaine, aux termes desquelles les provinces, les peuples, les municipalités possédaient des franchises administratives, fiscales et même politique. Pour «punir» les provinces basques de leur fidélité à la République, les fascistes ont annulé tous ces fueros par le décret du 23 juin 1937, pendant la guerre civile.

Plusieurs remarques s'imposent : - D'abord, il s'agit dans le projet seulement du rétablissement des

privileges économiques et nullement politiques, tous ayant été supprimés depuis la guerre.

- Deux autres provinces basques, Alava et Navarre bénéficient déjà des fueros, ça n'empêche pas l'état d'exception d'y régner.

- Voici 3 ans que ce projet traîne dans les tiroirs franquistes : quelle nouveauté !

Cette décision et le tapage qui a été fait autour ont 2 objectifs précis : faire croire, à peu de frais, à l'ouverture et à la libéralisation du régime pour masquer la perpétuation du fascisme ; rompre le véritable front anti-fasciste qui existe au Pays Basque, en essayant d'en dissocier certains éléments de la petite et moyenne bourgeoisie qui pourraient trouver avantage à ces mesures.

Pendant ce temps, au Pays Basque comme dans le reste de l'Espagne, la répression continue. Alors ? Alors, de la poudre aux yeux...mais pour ceux qui veulent bien se laisser aveugler.